



Signataires : Florian Dugerdil, Michael Andersen, Marc Falquet, Virna Conti, Julien Ramu, Yves Nidegger, Lionel Dugerdil, Stéphane Florey, Patrick Lussi, Christo Ivanov, Daniel Noël, Guy Mettan, Gilbert Catelain, Philippe Meyer, Gabriela Sonderegger, Murat-Julian Alder, Jacques Béné, Pascal Uehlinger, Darius Azarpey

Date de dépôt : 11 mai 2026

Projet de loi

modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC) (B 1 01) (Optimisation des procédures de contrôle des interventions des orateurs lors des séances du Grand Conseil)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985, est modifiée comme suit :

Art. 44, al. 3, 1^{re} phrase (nouvelle teneur), et al. 4 (nouveau, l'al. 4 ancien devenant l'al. 5)

³ Le mémorialiste soumet par voie électronique à chaque orateur le texte de ses interventions et lui fixe un délai de 3 jours ouvrables pour en modifier éventuellement le style, à l'exclusion du fond. Après ...

⁴ Les députés peuvent transmettre leur intervention au mémorialiste, afin d'en faciliter la retranscription.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent projet de loi s'inscrit pleinement dans la dynamique de modernisation des procédures parlementaires engagée par le Grand Conseil, notamment à travers le projet de loi déposé par le député Francisco Taboada relatif à la modernisation des procédures du Grand Conseil. A l'instar de ce dernier, qui vise à remplacer des pratiques administratives historiques mais obsolètes par des solutions numériques plus efficaces, le présent projet poursuit le même objectif général : adapter le fonctionnement du Grand Conseil aux standards actuels de l'administration publique, en améliorant l'efficacité, l'accessibilité et l'utilisation des ressources publiques.

1. Nécessité d'une modernisation du contrôle des interventions

Aujourd'hui, les séances plénières du Grand Conseil font l'objet d'un enregistrement intégral, lequel est ensuite retranscrit par le mémorialiste afin de constituer le Mémorial parlementaire. Conformément à la législation en vigueur, les interventions des orateurs sont ensuite imprimées, mises sous pli et transmises par voie postale pour validation aux députés et aux membres du Conseil d'Etat.

Si cette procédure garantit historiquement la fidélité des débats et la protection de l'intention du législateur, elle repose encore largement sur des processus manuels, chronophages et coûteux, qui ne correspondent plus aux outils numériques à disposition ni aux usages actuels des élus.

2. Rationalisation et dématérialisation des échanges

Le projet de loi propose en premier lieu de supprimer les étapes d'impression, de mise sous enveloppe et d'envoi postal des textes soumis à validation. Les interventions retranscrites seraient transmises directement par voie électronique sur la messagerie officielle des députés et des conseillers d'Etat, lesquels conserveraient un délai inchangé de trois jours ouvrables pour proposer d'éventuelles modifications de style, à l'exclusion du fond, conformément aux principes actuels du Mémorial.

Cette évolution permet :

- une simplification administrative immédiate ;
- une accélération des délais de validation ;
- une réduction des coûts matériels (papier, impression, affranchissement) ;

- une réduction des coûts de personnel liés aux opérations manuelles et logistiques ;
- ainsi qu’une meilleure adéquation avec l’usage quotidien des outils numériques par les élus.

3. Transmission des interventions préparées de manière anticipée

En second lieu, le projet de loi introduit explicitement la possibilité, pour les députés ayant préparé leur prise de parole, de transmettre leur texte directement au mémorialiste, après l’intervention orale.

Cette faculté ne modifie en rien le contenu politique des débats ni la spontanéité des échanges, mais vise à faciliter le travail de retranscription, en particulier lorsque les interventions sont lues ou suivies très fidèlement par l’orateur.

4. Impact sur les ressources humaines et financières

Une estimation sommaire de la retranscription du Mémorial du Grand Conseil genevois permet de mesurer concrètement les enjeux en termes de ressources.

A titre indicatif, une séance plénière de deux jours représentant environ 12 heures de débats correspond à un volume d’environ 100 000 mots à retranscrire. Selon les méthodes employées :

- une retranscription humaine intégrale nécessite entre 70 et 85 heures de travail, pour un coût estimé entre 6500 et 11 000 francs par séance ;
- une retranscription assistée par des outils de reconnaissance vocale, avec relecture professionnelle, réduit ce volume à 25 à 40 heures de travail, pour un coût compris entre 2500 et 4000 francs.

La possibilité de disposer des textes d’interventions préparées permettrait de réduire encore le temps de relecture, de correction et de vérification, tout en améliorant la fidélité de la retranscription. A l’échelle d’une législature, les économies potentielles en temps de travail et en charges financières deviennent significatives, sans remettre en cause la qualité ni la transparence du Mémorial.

5. Conclusion

En résumé, le présent projet de loi poursuit un objectif clair et mesuré : optimiser une procédure existante sans en altérer les fondements démocratiques, en tirant pleinement parti des outils numériques modernes.

A l'instar du projet de loi visant la modernisation du contrôle des présences en séance, il propose une adaptation pragmatique, proportionnée et respectueuse des pratiques parlementaires, tout en permettant :

- un meilleur usage des ressources humaines ;
- une réduction des coûts de fonctionnement ;
- une simplification des processus administratifs ;
- et une amélioration de l'efficacité globale du fonctionnement du Grand Conseil.

Au vu de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de bien vouloir réserver un bon accueil au présent projet de loi.